Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Parlement : à quoi servira encore ce «machin» ?

Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

Leur insistance auprès de l'électorat a-t-elle vraiment payé ou, au contraire, les taux annoncés tout au long du déroulement du scrutin, étaient-ils corrigés à la hausse afin de faire bonne mesure lors du verdict final ? L'on peut effectivement supposer que les résultats définitifs ne seraient pas, comme à l'habitude, la traduction exacte du dépouillement des bulletins. Cependant, l'on doit admettre que l'abstention, tant redoutée par les maîtres-d'œuvres du régime, a réellement reculé en comparaison aux législatives de «référence» de 2007. Il est vrai que c'était là le seul objectif qu'ils s'étaient donné et pour lequel ils avaient orchestré une campagne de mobilisation digne d'une présidentielle.

Pari donc à moitié gagné à la seule condition que le taux moyen de participation retenu par le ministère de l'Intérieur soit proche de la vérité. Désormais, les humiliations cinglantes, assénées par l'électorat dans un passé récent, semblent surmontées psychologiquement au sein des réseaux du régime. D'ailleurs, cet aspect-là est aussi valable pour les futurs députés qui ne manqueront pas de se réjouir d'une relative légitimité des urnes. Seulement pourront-ils se prévaloir de la réalité de leurs mandats au cours de leur exercice lorsque le pouvoir leur redessinera les nouvelles lignes rouges ? En effet, jamais des législatives réussies en Algérie ne se sont traduites dans le sens voulu. C'est-à- dire à travers une recomposition claire de la majorité politique. Au mieux, elles ont servi pour le pouvoir à ratifier un état de fait qui lui permettait de se projeter vers la présidence suivante : 2002 pour 2004, 2007 pour 2009 et 2012 pour 2014.

Il y a peu de jours, d'ailleurs, l'un de ses piliers, Ould-Abbès, pour le nommer justement, rappellera «urbi et orbi» que toute promotion à travers les urnes exige une contrepartie morale : celle de la «fidélité sans faille au président de la République». Mot à mot, il eut une malencontreuse formule pour expliquer cette allégeance des institutions. Car, selon lui, le «changement en vue consiste en la consolidation du régime et la perpétuité pour celui qui en exerce la charge». Voilà un délit de flagornerie qui ne devrait pas plaire aux parlementaires de l'opposition qui siégeront bientôt à l'APN. Mais, dira-t-on, ce qui vient d'être énoncé par le gourou du FLN ne choque plus la faune de candidats tout à fait disposée à appliquer le moindre désidérata de l'exécutif. Cela reviendrait à dire qu'il n'y aura pas d'inquiétude pour le pouvoir au sujet de sa promesse d'un grand changement. Il lui suffira de mettre en route une martingale dans l'échiquier politique afin de fournir aux partis politiques des raisons plausibles pour croire encore dans le fantasme d'une «transition pacifique».

Ainsi, grâce à l'affichage d'une bonne participation (???) électorale lors de ce scrutin intermédiaire, le pouvoir va être en mesure de lever la grande hypothèque sur sa fausse reconduction en avril 2014. Comment s'y prendra-t-il après le supposé succès acquis en ce 4 mai sera certainement la question que se poseront aussi bien les caciques redoutant l'épreuve des chaises musicales, que les partis politiques (FLN et RND) fournisseurs principaux de cadres pour le gouvernement. D'ailleurs, certains scénarios seraient déjà esquissés dans ce sens par les conseillers les plus proches de Bouteflika. Ceux, entre autres, de reformater la structure de la gouvernance et de lui injecter simultanément un personnel «neuf» : c'est-à-dire sans antécédent évoquant peu ou prou des connivences fâcheuses. Dans ce cas-là, optera-t-il pour un cabinet essentiellement technocratique ? Celui qui aura la charge de s'attaquer à la crise économique à l'abri des paramètres sensibles relevant de la sphère idéologique et sont donc du domaine de la négociation politique. Sauf que la probabilité d'un gouvernement de la rigueur et de l'austérité devra avoir pour interface un Parlement en mesure de l'endiguer. Autrement dit, le censurer. Or, il n'est pas sûr qu'un Bouteflika soit actuellement en mesure de laisser jouer un Parlement un autre rôle que celui de chambre d'enregistrement. Mais alors quid des engagements de campagne argumentés par les récents amendements constitutionnels ? Ces derniers sont-ils d'ores et déjà lettre morte ou, au contraire, deviendront-ils le bon levier pour le chef de l'Etat afin qu'un Parlement puisse enfin s'émanciper de la sujétion à l'exécutif ? Nul n'est en mesure d'apporter un début de réponse à ce dilemme que seul Bouteflika devra trancher. Car autant l'hypothèse de l'affranchissement de l'institution législative aura l'avantage d'exonérer la fonction présidentielle des traditionnels dosages relatifs à l'affectation des portefeuilles ministériels ; autant elle aura l'inconvénient de priver de palais de son magister directif quant aux orientations politiques du gouvernement. En effet, parmi tous les plans sur la comète qui se débattent dans le microcosme, le fameux «changement» pourrait bien transiter par cette forme de passage à un «régime semi-parlementaire» qui réduirait considérablement la voilure de l'omniprésence d'un Président lui-même diminué physiquement mais à l'ambition toujours intacte.

Il est vrai que dans les faits, jamais le pouvoir en Algérie n'a autant connu des délégations de charges et de responsabilités qu'actuellement. Or, à tout prendre, n'est-il pas préférable qu'un courant majoritaire au Parlement détermine la politique de l'Etat et conduise un gouvernement afin de mettre un terme à l'insoutenable statu quo permettant de nos jours à une oligarchie sans la moindre légitimité populaire de s'exprimer au nom du chef de l'Etat ? Hélas, avant que toutes ces hypothèses ne soient du domaine du possible, ne faut-il pas d'abord faire en sorte que l'idée même de «majorité sortie des urnes» devienne réalité ? Or, rien n'est moins sûr dans l'immédiat à cause du déficit de crédibilité des partis eux-mêmes et également de la légitimité globalement contestable de la plupart des présidents qui se sont succédé. Et c'est justement ce double passif historique qui est à l'origine de la pétrification d'un Etat désormais incapable de se réarmer moralement et se contentant de survivre à travers des virtuelles Assemblées repeuplées cycliquement sur le mode des urnes. Celui des faux bulletins de vote quand le sommet du pouvoir est lui-même sous le contrôle d'un secret bulletin mais de santé celui-ci.

B. H.

Post scriptum : à l'heure où cette chronique s'écrivait (la matinée de vendredi), le taux final de la participation n'était toujours pas rendu public par le ministère de l'Intérieur.

POUSSE AVEC EUX !

Temps lourds à venir !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus

Dicton populaire ! Quand on va à la soupe sans être regardant sur le cuisinier ni sur les légumes et les ingrédients, le lendemain on ne se…

… plaint pas d'avoir mal au ventre !

38,25% de 23 millions d'inscrits ! Voilà ! Y a pas besoin d'avoir fait maths sup'. Ni de prétendre à la médaille Fields. Ni d'ailleurs d'être nécessairement dans l'opposition pour saisir la portée de ces chiffres. 38,25% de 23 millions d'inscrits sur une population globale qui flirte allègrement avec les 50 millions d'âmes. Ah ! Pour sûr qu'elle va être vachement représentative, l'Assemblée ainsi élue ! Mais bon, aujourd'hui, alors que les chiffres sont encore chauds, que les urnes n'ont pas été libérées du poids de leur conscience meurtrie, que les écoles n'ont pas été rendues à leurs prochaines fraudes aux examens, il faut juste faire le constat froid qui s'impose. Tellement froid qu'il me donne des frissons. Une grande partie, une énorme partie, l'écrasante majorité du pays va regarder une infinitésimale autre partie, une lilliputienne partie du tout «Algérie» décider de la couleur du ciel et du moucheté de la banane ! Pour avoir un ordre d'idées, et surtout pour faire court, un bourg va diriger une planète ! C'est pour le moins interpellant. Je ne dis pas, surtout pas, que les précédentes mandatures parlementaires étaient plus représentatives. Je constate juste qu'avec toute la «bonne volonté» hyper-débordante de l'administration, avec les rallonges d'horaires de vote, avec les fermetures d'yeux qui accompagnent les fermetures des centres de scrutin, avec tout ça, et… rien ! 38,25%, avec tirage du maillot, intrusion brutale dans la vie des couples, injonctions au «t'karkir», allusion à l'exigence susurrée de carte de vote tamponnée pour les programmes de logements, et au bout, quoi ? 38,25% sur 23 millions d'inscrits. Pause dans le rire. Blague rangée dans la tabatière un instant, juste un instant. Pour dire, écrire ceci : ces taux, ces chiffres augurent d'un demain inquiétant. Et je reste pondéré lorsque je n'écris qu'«inquiétant». Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.